



UIHJ Magazine

There has been some development in the legal regime concerning the notification and enforcement of judicial decisions, as well as the position of a judicial officer.

Can you give us an overview of the regime currently in effect in your country?

M.A. Annafis

The tasks of notification and enforcement of judicial decisions were, until recently, the responsibility of judicial officers who were government employees. They worked for the Ministry of Justice under the specific name of Secretariat of the Popular General Justice Committee.

Judicial officers who were government employees carried out their work in the existing divisions of each court. These divisions are managed by principal judicial officers and include the Corps of Judicial Officers and Bailiffs. They are led by the presiding judge of the court.

There are two sub-corps: notification officers and enforcement officers for judicial decisions.

The coordination of the work and the breakdown of responsibilities is done daily by the principal judicial officers.

This situation has of course changed somewhat. In 2003, the Libyan government enacted a law that liberalised, as a first step, the sub-corps of notification officers. A special commission was set up, made up of judges and lawyers, and its purpose was to recruit independent notification officers subject to certain restrictions covering capability and ethics.

The notification officers who were civil servants can benefit from this new law provided they have practiced for five years. For the new recruits, a masters degree in law is required.

The independent notification officers can request, a year after they are employed, to practice enforcement tasks, in the governmental framework that was used until now.

UIHJ Magazine

How do you see the future for the profession?

M.A. Annafis

Judicial officers in Libya reacted positively after the liberalisation of the corps of notifying officers. Of course this liberalisation is partial and doesn't concern the whole profession.

You can even see a duality, which actually does not make a lot of sense, between notification and enforcement, which are actually complementary and interdependent.

But we consider this situation to be temporary. It can be justified by the fact that our country is just starting to taste the benefits of liberalisation.

And there is no point in rushing.

Still the liberalisation of the profession, given the benefits that are expected in speed and efficiency in favour of the parties, is a basic and irreversible trend.

We are counting a lot on help from the UIHJ and the experience of our colleagues in Tunisia so that the corps of judicial officers in Libya can improve as we want it to.

We hope to be associated with the different UIHJ events. That will allow us to be in tune with the profession in those countries that have the benefit of longstanding traditions on the subject.

Colloque international de Tunis du 29 Avril 2005

UIHJ magazine vous livre le compte-rendu complet de ce colloque majeur qui s'est tenu sur le thème du recouvrement de créances, de l'huissier de justice et de l'entreprise

Un événement en Tunisie

L'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, avec la collaboration de l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice français, a organisé un colloque international sur le thème : « Recouvrement de créances, huissier de justice et l'entreprise ».

Ce colloque a constitué un événement de taille et ce à plusieurs titres.

D'abord, le choix du thème, qui est d'actualité pour nos confrères tunisiens, a pu rassembler une assistance tout aussi nombreuse que diversifiée. En dehors des huissiers de justice, des représentants d'entreprises et d'institutions agissant dans différents secteurs socio-économiques y étaient conviés. Parmi eux certains étaient associés à la présentation du thème.

Ensuite, on a enregistré la participation de plusieurs délégations étrangères de huissiers de justice venant d'horizons divers de la zone euro-méditerranéenne.

La nouveauté par rapport aux manifestations précédentes a été la présence d'une forte délégation libyenne. Le président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, Mourad Skander, à ouvert les travaux du colloque en relevant qu'il est organisé pour la première fois en partenariat avec des représentants de différents secteurs économiques et qu'il considère ce jour comme le premier jalon d'une coopération fructueuse basée sur la confiance et le respect mutuel. Il a en outre considéré que la collaboration de l'UIHJ et de l'Ecole nationale de procédure française dans l'organisation du colloque est un nouveau témoignage de la coopération confirmée avec l'ONHJ.

Le représentant du ministre de la Justice et des droits de l'homme, Mohamed Fatnassi, a pris le relais pour exprimer le soutien du ministère de tutelle aux huissiers de justice dans l'accomplissement de leurs tâches en vue d'assurer le recouvrement des créances, à travers une réglementation appropriée. Il a souhaité en conclusion, un plein succès des travaux du colloque.

Un choix judicieux

Le choix du thème du colloque n'est pas fortuit. Il est dicté par les conditions du recouvrement des créances qui prévalent aujourd'hui en Tunisie. C'est une sorte de sonnette d'alarme. Il est grand temps de faire le bilan, de mettre les problèmes qui intéressent le sujet au cœur d'un débat franc et profond, avec l'espoir de voir le recouvrement évoluer dans le bon sens et permettre ainsi aux entreprises d'envisager l'avenir sous de meilleurs auspices. En raison de certaines conditions particulières, le développement économique en Tunisie a donné lieu à un phénomène qui a pris des proportions alarmantes aujourd'hui et qui affectent considérablement la vie des entreprises, celui des impayés.

M. Mohsen Trabelsi, membre du Bureau exécutif du patronat (UTICA) a signalé dans son propos introductif que : « *de nos jours les impayés ne sont plus considérés comme accidents de parcours, ils sont devenus de dangereux éléments perturbateurs, mettant parfois en cause toute la politique financière du pays...* »

La montée vertigineuse du nombre des impayés est associée à l'échec, total ou partiel, des interventions en vue d'en assurer le recouvrement.



L'impression qui se dégage est que le recouvrement des créances manque d'efficacité et son système de fiabilité.

Les contre-performances du recouvrement touchent tous les secteurs économiques. Toutes les entreprises, à quelques exceptions peut-être, sont confrontées aux problèmes des impayés et du défaut de leur recouvrement. Particulièrement, les banques, quand il s'agit de recouvrer les crédits, qu'elles octroient aux entreprises et aux particuliers.

M. M'hamed Ben Sassi, directeur de banque, considère que « l'établissement de crédit est le plus exposé au risque de non paiement. Ce risque s'est tellement accru... au point d'avoir affecté l'activité de plusieurs établissements... »

Mais aussi les entreprises commerciales de produits destinés à l'usage domestique (électro ménager surtout) dont le nombre a connu en Tunisie un grand bond ces dernières années. Ces entreprises, dans le but de se développer et élargir leur clientèle, ont eu recours à la vente à crédit. Ce qui n'est pas sans risque, en raison des retards et même souvent des défauts de paiement, pour les entreprises concernées.

Il y a certainement des raisons qui ont été à l'origine de ce que le représentant du patronat tunisien au colloque a qualifié de dysfonctionnement du recouvrement des créances en faveur des entreprises. On peut citer la multiplication sans limites des affaires d'impayés qui traînent longtemps devant les tribunaux compétents.

On peut citer aussi l'état d'esprit des débiteurs, conjugué à leurs difficultés matérielles présumées qui, au lieu de préconiser l'acquittement de leur dette, préfèrent s'ingénier à trouver les astuces et subterfuges pour s'en épargner. On peut citer également les obstacles et les difficultés que l'huissier de justice doit surmonter pour qu'il puisse s'acquitter de ces tâches et obtenir des résultats probants, à la mesure des attentes des créanciers qui lui ont confié leurs titres. Ces obstacles et ces difficultés sont liés de manière fondamentale aux instruments juridiques dont dispose l'huissier de justice en Tunisie. Et c'est à ce niveau que le bât blesse.

Tous les participants au colloque ont fait ce constat que le système juridique du recouvrement, en terme plus général, le régime des procédures civiles et commerciales appliqué actuellement, ne répond pas aux réels besoins des acteurs économiques et par voie de conséquence ne peut favoriser un développement socio-économique harmonieux. Car celui-ci dépend, dans la plus large mesure, de l'essor des

entreprises créatrices de biens. Cet essor est de sa part, tributaire de ce que le président de l'UJH, Jacques Isnard a qualifié de sécurité juridique.

Il a dit en substance : « ... Aujourd'hui, la réalité est d'une implacable logique sauf à présenter des règles juridiques sécuritaires, un Etat doit attendre à subir un reflux des investissements. En effet, les économistes ont sous-estimé l'impact nuisible sur l'investissement des environnements juridiques incertains et insatisfaits... » Et de conclure à ce sujet que « aucune incitation à l'investissement et à la réduction d'impôt ne peut compenser la sécurité juridique ».

C'est cette sécurité qui semble faire défaut, ou du moins demande à être reformulée.

Défaillances du système du recouvrement judiciaire

Les différentes interventions ont mis, chacune d'entre elles, le doigt sur les défaillances du système procédural afférent aux voies d'exécution. Certaines d'entre elles présentent des anomalies fondamentales et concourent à ériger les obstacles face au recouvrement judiciaire.

Mohamed Kamel Dridi, huissier de justice de Tunis et membre du Conseil scientifique de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, a traité dans son intervention des limites des nouveautés de la saisie-arrêt prévues par la loi n°2002-82 du 3 août 2002. Les amendements ont concerné plusieurs aspects dont les délais de la signification de la saisie-arrêt, le délai de dépôt des déclarations à l'audience des plaidoiries, la révision de la procédure de mise en cause du tiers saisi... etc.

L'intervenant a considéré que les modifications apportées constituent « une véritable innovation en la matière », sans qu'elles soient à la hauteur des aspirations des praticiens, en l'occurrence les huissiers de justice. Les modifications des délais de dépôt, loin de résoudre les insuffisances constatées en matière de saisie-arrêt, a rendu son application plus compliquée encore avec des résultats en deçà de l'espéré au niveau du recouvrement. « Après trois ans de la date de cet amendement, la saisie-arrêt demeure un jeu de hasard et présente une complexité procédurale, sans négliger les charges colossales pour sa mise en œuvre dans le cadre de la validation de la saisie-arrêt » a-t-il indiqué.

Mahmoud Zarrouki, huissier de justice à l'Ariana et membre du bureau de la chambre des huissiers de justice de Tunis, a, pour sa part, donné un aperçu sur la procédure en cours de la vente aux

enchères des biens saisis. D'ailleurs, l'intitulé de son intervention : « l'archaïsme procédural de la vente des biens saisis », préjuge des reproches qu'on peut avoir à l'endroit de cette voie d'exécution. Cet archaïsme est peut-être la raison qui a rendu la vente judiciaire aux enchères publiques qui aurait dû constituer, en principe, l'aboutissement d'une procédure visant au recouvrement des créances, une charge procédurale aux conséquences incertaines sur le recouvrement. La loi 2002-82 du 3 août 2002 prévoit, dans l'article 394 bis du Code de procédure civile et commerciale, que « l'huissier de justice doit demander au tribunal compétent la désignation d'un expert pour déterminer la valeur réelle des biens meubles importants ». Cette procédure occasionne beaucoup de lenteur, à part le fait quelle oblige le créancier, dans un premier temps, à avancer les frais de l'expertise. Mais au-delà de cet aspect des contraintes, il y a lieu de signaler que l'amendement du 3 août 2002 a prévu la levée de plein droit de la saisie-exécution lorsque aucun enchérisseur ne se présente à la troisième date de vente... Ce dénouement « donné par le législateur » constitue une pénalisation du créancier saisissant. Si jamais le créancier, et généralement c'est le cas, ne se consent pas à acheter lui-même les biens saisis, la saisie est levée de plein droit. Il faut imaginer les conséquences que cela aura sur le créancier qui verra son titre exécutoire croupir dans les casiers de l'huissier de justice. Indépendamment de ces deux aspects des voies d'exécution, le bon déroulement des opérations de recouvrement est confronté au problème de l'information utile à l'exécution et perçue comme « l'ensemble des données, concernant le débiteur, permettant la détermination du sort du titre exécutoire ».

Tarak Torjmane, huissier de justice à la Manouba, secrétaire général de la chambre des huissiers de justice de Tunis, considère que « l'information est la condition d'une intervention efficace de l'huissier de justice ». Cette information concerne en premier lieu la localisation du débiteur. Elle concerne, en second lieu, la détermination de la consistance active et passive du patrimoine du débiteur. Sur ce plan, le débiteur n'a pas l'obligation de déclarer les éléments actifs de son patrimoine. « C'est au créancier qu'incombe l'obligation d'informer l'huissier de justice chargé de l'exécution sur le patrimoine actif du débiteur. Même s'il y a obligation, en ce qui concerne les biens immeubles, d'immatriculation, et étant donné que les titres de propriété constituent les seuls supports de l'information qui porte



sur ces immeubles, et qui ne sont détenus que par leurs titulaires, l'accès à l'information concernant ces immeubles est très difficile. En général, le droit tunisien n'a pas traité les moyens dont devrait disposer l'huissier de justice pour accéder à l'information ». On ne trouve pas un texte légal qui confie aux huissiers de justice la tâche de la recherche de l'information. Contrairement au cas du droit français pour lequel la recherche de l'information a été réglementée par la loi du 9 juillet 1991. En effet, l'article 54 de ladite loi reconnaît aux huissiers de justice le droit à la recherche de l'information.

Stratégie nouvelle en matière de recouvrement

Ce constat, dont on vient d'évoquer quelques aspects parmi les plus significatifs, a fait dire aux différents intervenants qu'il y a nécessité aujourd'hui de mettre en place une nouvelle stratégie en matière de recouvrement des créances. L'objectif serait, aux dires de M. M'hamed ben Sassi, cadre de banque, « l'optimisation des moyens de recouvrement, la dynamisation des actions y afférentes, la rationalisation des méthodes et l'efficience de la gestion ».

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de s'inspirer, en matière de recouvrement judiciaire de l'expérience française. Francis Guépin, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et membre de l'UIH, a présenté la réforme qu'a apportée la loi de 1991 applicable en 1993. La réforme de 1991 est « une bonne réforme parce qu'elle a tenu compte de l'évolution de la société... et parce qu'elle a mis en avant le rôle incontournable de l'huissier de justice qui est l'élément moteur des procédures d'exécution ».

L'évolution du régime de recouvrement judiciaire des créances s'est adaptée à l'évolution économique et sociale. « Le patrimoine du débiteur a considérablement évolué, il s'est transformé, il s'est éparpillé... Et puis on voit aussi que certaines personnes sont propriétaires d'actions, de titres ou de parts de sociétés civiles, immobilières ou de personne... Alors le créancier a le libre choix de la procédure d'exécution... la seule limite étant l'abus de droit » a-t-il ajouté.

La réforme a permis aux huissiers de justice français d'avoir accès aux renseignements qui concernent le débiteur et ce pour tous les titres exécutoires.

« Les pouvoirs publics ont souhaité harmoniser les procédures civiles d'exécution en évitant le recours aux procédures directes et d'aller aux « débiteurs »

des débiteurs qui sont les banques ».

Cette procédure a pour avantage, de part sa rapidité, de réinjecter des flux financiers dans le circuit économique. De telle sorte que l'huissier de justice soit nanti d'une mission de premier ordre dans l'activité économique du pays. Les résultats sont là, qui attestent de l'importance de ce rôle puisqu'en 2003, les huissiers de justice français ont pu recouvrer 16 milliards de dinars tunisiens (l'équivalent de dix milliards d'euros).

Pour que le régime de recouvrement des créances prenne son élan et donne satisfaction aux entreprises certaines conditions doivent être remplies. « La Tunisie, souligne le président Jacques Isnard, devra satisfaire à un certain nombre de critères incontournables, dont celui d'adopter les instruments européens dits de droit dérivé... Il n'est pas aventureux à ce jour de prêcher pour une harmonisation des textes de droit interne avec ceux relevant du droit communautaire ».

La sécurité des affaires dépend de « l'aménagement d'institutions juridiques fortes disposant d'instruments juridiques appropriés et de professionnels praticiens de droit avertis et efficaces... Il importe pour l'avenir que les entreprises et les huissiers de justice entretiennent une plus ample communication pour tirer partie de l'existence d'un corps de métier susceptible d'offrir une complémentarité méconnue aux actions économiques ».

La stratégie en matière de recouvrement ne doit pas être circonscrite dans le recouvrement judiciaire. Ce dernier est appelé, comme l'ont suggéré les intervenants au colloque, à évoluer et à s'adapter aux nouvelles conditions économiques dans le but de lui permettre de jouer pleinement son rôle. Les huissiers de justice doivent concevoir que le recouvrement amiable des créances constitue aussi un aspect de leur activité professionnelle. La séance de l'après-midi du colloque international fut justement consacrée au recouvrement amiable des créances. Pour Belhassen Denghezli, huissier de justice de Tunis : « avec sa qualité d'officier public, son niveau, son professionnalisme, sa probité, son sens de la justice l'huissier de justice garantit à lui seul le bon déroulement du processus d'approche du débiteur dans le but de l'inciter à s'acquitter de sa dette ».

L'intervenant a souligné que le législateur tunisien, même s'il n'a pas consacré au recouvrement amiable la place qu'on lui doit, a reconnu à l'huissier de justice la qualité requise pour pouvoir procéder au recouvrement amiable. « Dans l'article 4 de l'arrêté

conjoint des ministres de la Justice et des droits de l'homme et des finances du 8 mai 2002 relatif à la tarification des actes des huissiers de justice, il est stipulé que ces derniers percevront, lorsque le recouvrement n'est pas fait en vertu d'un jugement ou d'un protêt, un pourcentage plus important... ».

La législation en matière de recouvrement amiable reste quand même timide et ne donne pas aux huissiers de justice les instruments juridiques nécessaires pour qu'ils favorisent en premier lieu le recouvrement amiable des créances. On a tendance actuellement à limiter le rôle de l'huissier de justice au seul recouvrement judiciaire forcé. Or ailleurs, comme en France, le recouvrement amiable est devenu une véritable institution aux contours plus ou moins précis.

« Le recouvrement amiable, comme l'a souligné Françoise Andrieux, huissier de justice, chargée d'enseignement à l'Ecole nationale de procédure de France, finit là où le recouvrement judiciaire commence... En est-il le complément ? Oui, parce qu'il permet d'éviter le recouvrement judiciaire et ses moyens parfois lourds et coûteux ». Mais « même munis d'un titre exécutoire, l'huissier de justice peut faire le choix d'un recouvrement sans acte... on peut alors faire du recouvrement amiable le préalable et le relais du recouvrement judiciaire ».

Dans l'accomplissement de leur activité de recouvrement amiable des créances, les huissiers de justice en France ont adopté des modes d'exercice spécifiques qui bénéficient considérablement de l'évolution technologique pour l'obtention d'informations sur le débiteur. Ces modes sont négociables entre le créancier et l'huissier de justice par souci de trouver les modes les plus appropriés pour un recouvrement amiable plus rapide et plus efficace.

D'un autre côté, si en droit français le recouvrement judiciaire et l'exécution forcée sont consacrés par un monopole en faveur de l'huissier de justice, le recouvrement amiable ne constitue pas un monopole et suppose une activité concurrentielle.

Le débat : huissier de justice - société de recouvrement

Le colloque de Tunis a été une occasion pour un débat franc et riche en renseignements entre les huissiers de justice de toutes les nationalités présentes et les représentants des sociétés de recouvrement.

La question qui s'est posée à travers l'intervention d'un cadre de société de recouvrement, Mourad



Ben Cheikh Larbi : huissier de justice et sociétés de recouvrement : rivalité et /ou complémentarité.

Pour ce dernier il y a complémentarité. Les sociétés de recouvrement agissent dans le commercial contrairement à l'huissier de justice.

« Il faut faire la démarcation selon un cadre d'une société de recouvrement entre celle-ci et les charlatans qui se font passer pour telle. Les bonnes sociétés de recouvrement sont assujetties à des règles strictes dans l'accomplissement de leur activité ».

Le président Isnard a souligné qu'il n'est pas question de créer un antagonisme entre les huissiers de justice et les sociétés de recouvrement.

Ceci n'empêche que, selon la loi, les professionnels du droit sont les huissiers de justice et les avocats et ce, en considération aux règles de portée mondiale édictées par la Conférence de La Haye de droit international privé.

De son côté, le président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, Mourad Skander, dans sa réplique aux propos tenus par le représentant d'une société de recouvrement, a essayé de démontrer la genèse du recouvrement en Tunisie. « Le recouvrement amiable est une idée initiée par les huissiers de justice dans le cadre du judiciaire... C'est quand les techniques et les moyens du recouvrement judiciaire ont montré des défaillances que les huissiers de justice se sont vus contraints à des solutions par le biais du recouvrement amiable ».

Donc ce dernier est venu pallier aux insuffisances et aux défaillances du système du recouvrement judiciaire dans le but de répondre aux attentes des entreprises.

« Avant la loi 98 portant création des sociétés de recouvrement, certaines sociétés de recouvrement ont profité des faiblesses du système de recouvrement pour se présenter comme prestataires de service. Ces sociétés recrutaient à bras le corps d'anciens Clercs d'huissiers formés à la mauvaise école ».

La loi 98 est une réaction du législateur tunisien aux exigences des organismes internationaux dans le but d'améliorer le système bancaire et d'assainir les dettes. « Les sociétés de recouvrement vues sous cet angle ne sont en fait que des services de recouvrement et de contentieux délocalisés ».

A la clôture des travaux du colloque, lecture a été donnée au rapport de synthèse rédigé, comme c'est de coutume désormais, par Nadhir Ben Ammou, professeur agrégé à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.

International Colloquium in Tunis – 29 April 2005

UIHJ Magazine gives you the full report on this major seminar that was held on "Debt collection, Judicial Officers and the company"

A major event in Tunisia

The National Order of Judicial Officers of Tunisia, with the cooperation of the International Union of Judicial Officers and the French National Chamber of Judicial Officers, organised a colloquium on the topic: "Debt Collection, Judicial Officers and the Company". This colloquium was an important event for several reasons.

First, the selection of the topic, which is of current importance for our Tunisian colleagues, was able to bring together a plentiful and diversified audience. In addition to judicial officers, representatives of companies and institutions active in different socio-economic sectors were invited. Amongst them, several were included in the presentations on the topic. Moreover, we noted the participation of several foreign delegations of judicial officers who came from different parts of the Europe-Mediterranean area. One novelty compared to previous gatherings was the presence of a significant Libyan delegation.

The President of the Tunisian National Order of Judicial Officers, Mr Mourad Skander, opened the work of the colloquium by mentioning that it was organised for the first time in partnership with representatives of different economic sectors and that he considered this day as the first sign of a fruitful cooperation based on confidence and mutual respect. He also considered that the cooperation with UIHJ and the National Procedures School in the organisation of the colloquium was a new manifestation of reaffirmed cooperation with the National Order of Judicial Officers.

The representative of the Minister of Justice and Human Rights, Mr Mohamed Fatnassi, then took the floor to express the Ministry's support for judicial officers in the achievement of their tasks so as to ensure debt collection through appropriate regulation. In conclusion, he wished the colloquium great success in its work.

A judicious choice

The choice of the topic of the colloquium was no accident. It was dictated by the conditions of debt collection that prevail today in Tunisia. It is a sort of alarm bell. It is high time to take stock of the situation, to put the problems that are of interest

on this subject at the heart of a frank and profound discussion, with the hope of seeing collection evolve in the right way and thus allow companies to look ahead to better times. Because of certain peculiar conditions, economic development in Tunisia has given way to a phenomenon that has assumed alarming proportions today and had a significant impact on companies; namely unpaid bills.

Mr Mohsen Trabelsi, a member of the Executive Bureau of the Employers' Organisation (UTICA), pointed out in his introductory remarks that: "In our time, unpaid bills are no longer considered as occasional accidents, they have become dangerous destabilising factors, sometimes influencing the whole financial policy of the country."

The staggering rise in the number of unpaid bills is associated with the partial or total failure of actions designed to collect the unpaid debt.

The impression that is created is that debt collection lacks efficiency and the debt collection system is unreliable. The negative performance of collection reaches all economic sectors. All companies, with perhaps a few exceptions, are confronted with the problem of unpaid bills and the lack of their collection. Particularly banks when they need to collect loans they make to companies and individuals.

Mr Mohamed Ben Sassi, a bank manager, considered that "financial institutions are the most exposed to the risk of non-payment. This risk has grown so much that it has affected the business of several institutions."

But also manufacturing companies that make products for domestic use (especially household appliances), the number of which has taken off in Tunisia in recent years. These companies, so as to grow and enlarge their client base, have moved to selling on credit. This is not without risk, given delays and even defaults in payments for the companies involved.

There are certainly reasons behind what the representative of the Tunisian employers' organisation at the colloquium referred to as the dysfunctionality of the debt collection process for companies.

The unlimited multiplication of the number of unpaid accounts that drag on for a long period before the courts is one example.



Another is the attitude of debtors coupled with their assumed material needs who, instead of trying to meet their debts, prefer to try out ingenious schemes to avoid paying. There are also the obstacles and difficulties which the judicial officer or bailiff must overcome so that he can carry out his responsibilities and obtain solid results in line with the expectations of lenders that have given him their debts to collect. These obstacles and difficulties are fundamentally linked to the legal instruments at the disposal of the judicial officer in Tunisia. And it's there that the harm is done.

All the participants in the colloquium noted that the legal system for collections, and in more general terms the civil and commercial procedures system that applies today, does not meet the real needs of participants in the economy and as a result cannot foster harmonious socio-economic development. This development really depends heavily on the growth of companies that create goods. Such development is also a product of what the chairman of the UIHJ Mr Jacques Isnard called legal security.

In essence he said: *"Today, the reality is brutally logical that a country that does not display secure legal rules must expect to see a reduction in investments. Indeed, economists have underestimated the harmful impact on investment of uncertain and unsatisfactory legal environments."* He concluded on this subject that *"no investment incentive or tax reduction can compensate for a lack of legal security."*

It is this security that seems to be missing or at least needs to be reformulated.

Failures in the system of legal collections

The different presentations each put a finger on the failures of the procedural system concerning enforcement of collections. Some show fundamental errors and combine to erect obstacles to legal debt collection.

Mr Mohamed Kamel Dridi, a judicial officer from Tunis and a member of the Scientific Council of the National Order of Judicial Officers of Tunisia discussed in his presentation the limits of the new features of seizure included in law No. 2002-82 of 3 August 2002. The amendments concerned several aspects including time periods for notification of seizure, the time period for filing of declarations of hearings of pleadings, the revision of the procedure of the implication of third party seizure, etc.

The speaker considered that the changes that had been made constitute a *"real innovation on the*

subject" but are still not sufficient to meet the expectations of practitioners, in this case the judicial officers. The changes in the time period for registration, far from solving the problems that had shown up on the question of seizure, made its application more complicated still with results well under the desired level in terms of collections. *"Three years after the date of this amendment, seizure remains a chancy thing and presents a procedural complexity. This, without even taking into account the colossal expenses for enforcement in the context of approval of a seizure."*

Mr Mahmoud Zarrouki, a judicial officer at Ariana and a member of the Chamber of Judicial Officers of Tunis, gave an overview of the current procedure for auction of good seized. As a matter of fact, the title of his presentation, *"The Archaic Procedure for the Sale of Seized Goods"* foreshadows the inadequacies that this method of enforcement can be accused of. This archaic aspect is perhaps the reason that has made legal sale in a public auction, which should have, in principle, constituted the end point of a procedure to recover debts, into a procedural burden with uncertain consequences concerning the collection. Law 2002-82 of 3 August 2002 includes, in article 394a of the civil and commercial procedural code, that *"the bailiff must request the court of jurisdiction to designate an assessor to determine the actual value of significant non-fixed assets."* This procedure causes a great deal of slowness, beyond the fact that it requires the creditor to pay, in the first instance, for the expense of the assessment. But beyond this aspect of the difficulties, it should be pointed out that the amendment of 3 August 2002 includes the cancellation forthwith of the seizure process when no bidder comes forward on the third date of sale and this outcome provided by the legislator, constitutes a penalty for the seizing creditor. If the creditor does not, as is generally the case, decide himself to act as the buyer of the seized goods, the seizure is cancelled forthwith. The consequences that one can imagine would be that the creditor would see his seizure order gathering dust on the bailiff's desk.

Independently of these two enforcement aspects, the proper carrying out of collections is confronted with the problem of the information that is useful in the collections process and considered the *"full information concerning the debtor that make it possible to execute the order"*.

Mr Tarak Torjmane, a judicial officer at La Manouba, Secretary General of the Chamber of Judicial

Officers of Tunis, considered that *"information is the condition required for efficient action by the judicial officer"*. This information first concerns the location of the debtor. In the second place, it concerns the determination of the assets and liabilities of the debtor. In this regard, the debtor is not required to declare his assets. *"It is incumbent upon the creditor to inform the judicial officer responsible for enforcement of what the debtor's assets are. Even though there is a requirement to register property assets, given that title documents to a property are the only informational basis for ownership of these buildings, and are held only by the owners, access to information concerning these buildings is very difficult. In general, Tunisian law has not dealt with the means that the judicial officer should have in order to gain access to information."* There is no legal text that assigns the judicial officers the task of researching information. Contrary to the case in French law for which the research of information was regulated by the law of 9 July 1991, where article 54 of said law acknowledges the right of judicial officers to search for information.

New strategy for collections

This conclusion that we have just been discussing several of the most important aspects of, caused a number of participants to say that there is a need today to put in place a new strategy for debt collection. The goal would be, in the words of Mr Mohamed ben Sassi, a bank manager, to *"optimise the collection methods, facilitate the acts required to do that, and to rationalise the methods and efficiency of management."*

In this line of thinking, the French experience should be used as a model for debt collections. Mr Francis Guépin, former Chairman of the National Chamber of Judicial Officers of France and a member of the UIHJ, presented the reform that the law of 1991 had brought, applicable in 1993. The 1991 reform is *"a good reform because it took account of the way society had changed...and because it gave priority to the indispensable role of the judicial officer who is the prime mover in enforcements procedures."*

The change in the procedure for legal debt collections reflects the changes in the economy and society. *"The asset base of a debtor has changed considerably, it has been transformed and scattered. Some people own shares or have ownership stakes in companies or property companies or partnerships. Then the creditor has an open choice as to*



the enforcement procedure, the only limit being the abuse of law clause."

The reform allowed the French judicial officers to gain access to information concerning debtors for all enforcement orders.

"The public authorities wanted to harmonise civil enforcement procedures by avoiding the need for direct procedures and by going to the 'debtors of the debtors', which are the banks."

This procedure has the advantage, because of its speed, of putting financial flows back into the economy. In this way the judicial officer has a primary mission in the economic activity of the country. The results attesting to the importance of this role are there to see, since in 2003 French judicial officers were able to collect the equivalent of €10 billion, or 16 billion Tunisian dinars.

For the debt collection procedure to take off and satisfy companies, certain conditions need to be met.

"Tunisia," stated Chairman Jacques Isnard, *"must satisfy a certain number of indispensable criteria, including adopting European instruments of so-called derivative law. It is not too much to ask today for a harmonisation of the texts of internal law with those of community law."*

Business security depends on the *"construction of strong legal institutions with appropriate legal instruments and professional legal practitioners who are informed and efficient. It is important for the future that companies and judicial officers conduct a full dialogue to take advantage of this cadre of professionals who can offer complementary services to business that are too often underestimated."*

Collections strategy should not be confined to collections ordered by a court. This legal collections method, as the participants in the colloquium suggested, needs to evolve and be adapted to new economic circumstances if it is to be able to provide its full benefit. Judicial officers must consider that collections settlements on an amicable basis are also part of their business. The afternoon session of the international colloquium on *"Debt Collection, Judicial Officers and the Company"* was, precisely, devoted to debt collections on an amicable basis.

For Mr Belhassen Denghezli, a judicial officer from Tunis, *"the judicial officer, with his attribution as a public official, his level, his professionalism, his integrity and his sense of justice, can on his own guarantee the proper carrying out of the process of approaching the debtor in order to encourage him to pay off his debt."*

This participant stressed that the Tunisian lawmak-

ers, even though they did not give proper recognition to collections on an amicable basis by judicial officers, did acknowledge that he has the attributes required for debt collections on an amicable basis. "In article 4 of the combined decree of the Minister of Justice and Human Rights and the Minister of the Finance of 8 May 2002 concerning the pricing of actions of judicial officers it is stipulated that judicial officers will receive a greater percentage of proceeds when the collection is not made pursuant to a judgment or a protest.

However, legislation concerning amicable collections is still halting and does not really give judicial officers the legal instruments required for them to encourage amicable collection of debt in the first instance. There is currently a tendency to limit the role of the judicial officer exclusively to enforced legal debt collection. But elsewhere, as in France, collection on an amicable basis has become a real institution with a fairly precise shape.

"Collection on an amicable basis," as Mme Françoise Andrieux, an instructor at the National Procedural School of France, stated, *"ends where legal collection procedures begin. Are they complementary? Yes, because amicable collection makes it possible to avoid legal collection procedures which are sometimes cumbersome and costly."*

But *"even with a court order in hand, the judicial officer can make the choice to collect without legal process. Thus collection on an amicable basis becomes a first option and an accompaniment to enforced legal collection."*

In carrying out their work of collection on an amicable basis, judicial officers in France have adopted specific operating methods that take major advantage of changes in technology to obtain information on the debtor. These methods can be negotiated between the creditor and the judicial officer, so as to find the most appropriate methods for a collection on an amicable basis that is quicker and more efficient. On the other hand, while in French law legal debt collection and implemented enforcement have been established by monopoly that benefits the judicial officer, collections on an amicable basis are not a monopoly and imply competition.

The debate: judicial officer/debt collecting companies

The Tunis colloquium was an opportunity for a frank and highly informative exchange of views between judicial officers of all the nationalities present and representatives of collections companies.

The question was asked in the presentation of a manager of a collections company, Mr Mouran Ben Cheikh Larbi: *"judicial officers and collections companies - are they rivals or complementary?"*

He felt there was complementarity. Collections companies are a business, contrary to the judicial officer.

"The distinction must be made," said a manager of a collections company, *"between a collections company and the charlatans that come across as such. Good collections companies are subject to strict rules in carrying out their business."*

Chairman Jacques Isnard pointed out that there was no question of creating antagonism between judicial officers and collections companies.

That does not change the fact that according to the law, legal professionals are judicial officers and lawyers in accordance with worldwide rules dictated by the Conference on Private Law at The Hague.

For his part, the Chairman of the National Order of Judicial Officers of Tunisia, Mr Mourad Skander, in his reply to remarks made by a representative of a collections company, attempted to describe the beginning of collections in Tunisia. "Collections on an amicable basis are an idea initiated by judicial officers in the framework of a legal collections process. It is when the legal methods of collection proved inadequate that judicial officers were obliged to adopt solutions that resulted in collections on an amicable basis."

So amicable collection was a response to the insufficiencies and inadequacies of the legal collections system and was used to meet the expectations of companies.

"Before the 1998 Law concerning the establishment of collections companies, certain companies took advantage of the weaknesses in the collections system to portray themselves as service providers. These companies recruited many former employees of bailiffs who had been trained to use wrong methods."

The 1998 Law was a reaction by Tunisian lawmakers to the requirements of international institutions to improve the banking system and clear indebtedness. *"Seen in this light, collections companies are in fact just remote collections and dispute resolution services."*

At the end of the working session of the colloquium, there was a reading of the summary report drafted, as is now the custom, by Mr Nadhir Ben Ammou, Professor at the School of Law and Political Science of Tunis.